

L'option préférentielle pour les pauvres

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 24 septembre 2008

Mais cette charité chrétienne, qui se voue tout entière et sans arrière-pensée à l'utilité du prochain, ne peut être suppléée par aucune organisation humaine.

Rerum Novarum, n. 30

LES IDEES RELIGIEUSES présentent le risque important d'être utilisées à des fins politiques et, de ce fait, détournées de leur objet.

C'est vrai de la religion catholique en général – comme le démontre certains évènements de l'histoire du pouvoir temporel de l'Eglise, qui ne sont pas en son honneur. C'est encore plus vrai de l'enseignement social de l'Eglise. Comme les sujets qu'elle aborde concernent les obligations de la vie en société et leurs relations avec la morale personnelle, cet enseignement social présente un risque particulièrement aigu de manipulation politique, même si les textes du Magistère concernant ces sujets rappellent à temps et à contre temps que l'Eglise ne propose pas un programme politique valide pour tous les temps et tous les lieux. Comme tous les papes depuis Léon XIII l'ont répété avec insistance, le but de l'enseignement social de l'Eglise est de rappeler des principes doctrinaux généraux ; les voies d'application concrète qu'il peut éventuellement suggérer sont de ce fait nécessairement contingentes aux temps et aux lieux.

Cette observation fondamentale concernant l'enseignement social de l'Eglise catholique a souvent été oubliée au cours des dernières décades et tout particulièrement en ce qui concerne l'option préférentielle pour les pauvres, dont Jean-Paul II a forgé le concept dans son encyclique de 1987, *Sollicitudo rei socialis* (n. 42). Cette magnifique expression résume l'obligation spécifique qu'ont les chrétiens de venir en aide aux pauvres et de juger les systèmes sociaux sur la place que la société leur donne. Elle ne permet cependant pas de remettre en question, à partir de spéculations idéologiques, d'autres principes constants de l'enseignement social de l'Eglise, tels que le respect de la propriété privée et la nécessaire liberté économique. Ceci ressort du texte même du Pape : " L'option ou l'amour préférentiel pour les pauvres [,] c'est là une option, ou une forme spéciale de priorité dans la pratique de la charité chrétienne dont témoigne toute la tradition de l'Eglise. Elle concerne la vie de chaque chrétien, en tant qu'il imite la vie du Christ, mais elle s'applique également à nos responsabilités sociales et donc à notre façon de vivre, aux décisions que nous avons à prendre de manière cohérente au sujet de la propriété et de l'usage des biens. " (n. 42.)

En d'autres termes, ceci veut dire que la tradition chrétienne, dans son message social, se soucie tout particulièrement des pauvres, et la manière dont ils sont considérés dans la société lui permet de juger, sous de nombreux aspects, l'ordre social existant. La priorité, en termes de charité tant individuelle que sociale, est d'améliorer leur sort : l'obligation de porter une attention particulière aux pauvres s'applique non seulement aux activités charitables dans lesquelles nous pouvons être engagés à titre personnel ; elle s'applique aussi à la façon dont nos sociétés sont organisées ; elle s'applique enfin à la façon dont nous utilisons nos propres biens matériels. Cet enseignement doit nous guider dans nos choix : quand nous serions tentés d'accumuler des richesses pour nous-mêmes sans nous soucier de notre obligation de charité alors que d'autres n'ont ni toit ni nourriture, il nous rappelle que nous avons le devoir d'être charitable. Cet enseignement n'est pas nouveau : il fait partie intégrante du message de l'Evangile rappelé constamment et avec insistance par la morale chrétienne, et illustré de manière frappante dans l'épisode de la rencontre de Jésus et de l'homme riche (Marc 10, 17-27). L'enseignement social qui ressort clairement de tout le message de l'Ecriture et de la Tradition est donc que " l'exercice de la charité chrétienne " passe nécessairement par la considération donnée aux pauvres dans l'organisation de la société.

C'est à tort qu'on a souvent déduit de l'option préférentielle pour les pauvres un programme politique spécifique, parfois même un programme à la tournure quelque peu marxiste. C'est un artifice que d'opposer les pauvres et les riches dans une sorte de lutte des classes. En réalité, il conviendrait de penser que l'obligation de charité que les chrétiens se reconnaissent envers les pauvres est un moyen d'éviter l'apparition des conflits de classes que les disparités de richesses dans la société (disparités qui sont inévitables dans toute organisation sociale) peuvent quelquefois créer. L'enseignement que l'option préférentielle pour les pauvres nous donne ne tire pas son fondement de l'existence d'un conflit radical entre les riches et les pauvres (et encore moins d'un conflit de type marxiste entre le travail et le capital). Il est plutôt le moyen de réduire le risque d'apparition d'un conflit qui menacerait à terme la sécurité et le bien être matériel de tous les membres de la société.

À l'opposé du modèle du conflit de classes, la vision chrétienne de la solidarité sociale est beaucoup plus proche de ces " harmonies économiques " et de la solidarité authentique dont a parlé Frédéric Bastiat, et que Mère Teresa a résumé d'une manière si simple et si profonde lorsqu'elle a dit : " Nous n'avons pas le droit de juger les riches [...]. Nous ne croyons pas à la lutte des classes, mais à leur coopération, où les riches sauvent les pauvres et les pauvres sauvent les riches. "

Cependant, l'impératif moral de s'intéresser au sort des pauvres n'est pas uniquement satisfait par de généreux actes de philanthropie, qu'ils soient le fait de personnes individuelles, d'organisations ecclésiales ou d'institutions sociales. Il a aussi des conséquences sur l'organisation de la société : " De même, les responsables des nations et des organisations internationales [...] ne doivent pas oublier de donner la première place au phénomène croissant de la pauvreté [...]. Le droit à la propriété privée est un droit valable et nécessaire, mais il ne supprime pas la valeur de ce principe. Sur la propriété, en effet, pèse " une hypothèque sociale ", c'est-à-dire que l'on y distingue, comme qualité intrinsèque, une fonction sociale fondée et justifiée précisément par le principe de la destination universelle des biens. " (n. 42). Comme pour souligner qu'un tel principe ne doit pas être confondu nécessairement avec le socialisme ni même n'implique une politique d'intervention excessive de l'État dans l'économie, Jean-Paul II ajoute immédiatement, dans des termes qui annoncent la grande encyclique *Centesimus annus*, qu' " il ne faut pas négliger cette forme spéciale de pauvreté qu'est la privation des droits fondamentaux de la personne, en particulier du droit à la liberté religieuse et, par ailleurs, du droit à l'initiative économique. " (*Sollicitudo rei socialis*, n. 42.)

Le Pape écrit dans *Sollicitudo rei socialis* :

Il faut remarquer que, dans le monde d'aujourd'hui, parmi d'autres droits, le droit à l'initiative économique est souvent étouffé. Il s'agit pourtant d'un droit important, non seulement pour les individus mais aussi pour le bien commun. L'expérience nous montre que la négation de ce droit ou sa limitation au nom d'une prétendue " égalité " de tous dans la société réduit, quand elle ne le détruit pas en fait, l'esprit d'initiative, c'est-à-dire la personnalité créative du citoyen. Ce qu'il en ressort, ce n'est pas une véritable égalité mais un " nivellement par le bas ". À la place de l'initiative créatrice prévalent la passivité, la dépendance et la soumission à l'appareil bureaucratique. (n. 15.)

Ce thème du droit à l'initiative économique sera développé plus amplement dans des documents ultérieurs du magistère, sous le pontificat de Jean-Paul II.

En ce qui concerne le droit à la propriété privée à la lumière de l'option préférentielle pour les pauvres, la position de l'Église est sans ambiguïté : ce droit est valide, sacré et nécessaire, mais il n'est pas pour autant absolu. Même lorsque les lois protègent le caractère sacré de la propriété privée, il n'en reste pas moins que ses détenteurs ont une obligation morale très forte envers ceux qui sont soumis à une pauvreté écrasante. L'homme riche qui faisait semblant de ne pas savoir que le mendiant Lazare gisait près de son portail outrepassait ses droits personnels en oubliant que toute propriété a, dans le cadre de la société humaine, une destination universelle, c'est-à-dire qu'elle a une fonction sociale qui va au-delà de la satisfaction individuelle

de celui qui la possède. Répétons-le, rien dans cet enseignement n'implique, ou simplement suggère, que l'État doive imposer par la contrainte des mesures de redistribution des richesses ou même menace le principe de la propriété privée de quelque façon que ce soit. Et face à la tentation de faire de l'État l'organe privilégié de la mise en œuvre de l'option préférentielle pour les pauvres, il est toujours opportun de se rappeler la mise en garde de Léon XIII sur un accroissement trop important du rôle de l'État :

Les socialistes, pour guérir ce mal, poussent à la haine jalouse des pauvres contre ceux qui possèdent. Ils prétendent que toute propriété de biens privés doit être supprimée, que les biens d'un chacun doivent être communs à tous, et que leur administration doit revenir aux municipalités ou à l'État. Moyennant ce transfert des propriétés et cette égale répartition entre les citoyens des richesses et de leurs avantages, ils se flattent de porter un remède efficace aux maux présents. Mais pareille théorie, loin d'être capable de mettre fin au conflit, ferait tort à l'ouvrier si elle était mise en pratique. D'ailleurs, elle est souverainement injuste, en ce qu'elle viole les droits légitimes des propriétaires, qu'elle dénature les fonctions de l'État, et tend à bouleverser de fond en comble l'édifice social. (Rerum Novarum, n. 4.)

On voit donc que l'Église condamne la thèse selon laquelle les systèmes étatiques de redistribution (et qui plus est, les systèmes collectivistes) seraient nécessaires pour aider les pauvres et répondre ainsi à l'appel évangélique de les servir. De plus, dans l'enseignement moral et social de l'Église, l'envie est caractérisée comme un vice et est donc condamnée ; et l'envie, c'est-à-dire le désir de nuire à quelqu'un simplement par ce qu'il possède plus que soi-même, peut porter sur les biens matériels comme sur ceux d'ordre spirituel. Institutionnaliser ce vice au moyen d'un système de redistribution étatique n'est pas plus digne de louange que le péché individuel d'envie.

C'est une vérité bien connue que, pour le pape Jean-Paul II, l'économie de marché (ou économie d'entreprise) est un système tout à fait cohérent avec la vision qu'a l'Église de l'ordre social, pour autant, bien sûr, qu'il soit encadré par un système juridique animé par l'esprit de justice, et que la liberté soit conduite par le sens de la vérité. Dans le reste de ma présentation, c'est cette thèse que je vais commenter tout en la situant par rapport à l'option préférentielle pour les pauvres. Je vais formuler, pour ce faire, cinq propositions dont l'importance ne devrait pas échapper à tout intellectuel catholique.

PREMIERE PROPOSITION

Les classes pauvres sont aussi les grands bénéficiaires de l'économie de marché.

Les pauvres peuvent ou non être proches de nous par les liens familiaux ou sociaux ; quoiqu'il en soit, ils restent les plus vulnérables dans toute société. Le meilleur remède à la pauvreté est une économie en croissance. Une telle économie fournit des emplois, des rémunérations plus élevées, de meilleures possibilités de carrières ou de réussite personnelle. Or une économie ne peut être en croissance que si le marché peut fonctionner de façon suffisamment efficace.

Le rapport entre la liberté économique et la prospérité n'est plus discuté. Si quelqu'un a encore des doutes, je l'encourage à compulsier ces centaines d'études citées et commentées dans des ouvrages tels que *The Revolution in Development Economics*, de James Dorn, Steven Hanke, et Sir Alan Walters (Cato Institute, 1998). Mais plutôt que de rentrer dans le détail de telles études statistiques, laissez-moi attirer votre attention sur les résultats de l'indice de liberté économique (Index of Economic Freedom) que le Wall Street Journal

établit chaque année ; cet indice utilise les meilleures statistiques disponibles dans le monde entier. On peut ainsi relever aisément la très forte corrélation qui existe entre le revenu par tête pour une population donnée et le niveau de liberté économique dont bénéficient ces mêmes citoyens . La croissance économique ne bénéficie pas à un seul groupe social mais répand ses bienfaits dans toutes les couches de la société. Si on segmente la population des pays par niveaux de revenus, les données internationales portant sur quatre-vingt-douze pays et s'étendant sur quarante ans montrent que chaque fois que le revenu national par personne augmente d'un point, le niveau de revenus du groupe social le moins élevé (cinquième catégorie, au cas précis) augmente au même rythme ; ceci revient à dire que les revenus de tous les secteurs augmentent de façon proportionnelle . De plus, des études empiriques montrent que la croissance économique est un facteur plus important pour améliorer la situation des classes les moins favorisées que les aides étatiques.

Soyons clairs, cependant : lorsque je dis que l'économie de marché est fondamentalement le moyen le meilleur pour améliorer le sort des pauvres, je ne parle pas de ces réformes diverses — dont on dit à tort qu'elles sont rendues nécessaires par le marché — que peuvent imposer le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale. Leurs programmes de réforme économique traitent de diverses manières des problèmes complexes tels que ceux liés au poids de la dette extérieure et aux changements structurels. Certains remèdes à court terme peuvent comprendre des mesures d'austérité sévère, telles que les restrictions des dépenses sociales des gouvernements, augmentation des impôts, et entraîner des manipulations monétaires qui peuvent avoir des effets catastrophiques, en particulier pour les populations les plus pauvres.

Quand je dis que l'économie de marché bénéficie aux pauvres, je me place dans le cadre d'une vision à long terme, à savoir une société où sont protégés les droits de propriété, où est garantie la liberté des contrats, où l'esprit d'entreprise est encouragé, où est facilité le commerce tant international qu'à l'intérieur des frontières nationales, où la loi est juste et respectée, le tout étant soutenu par une institution familiale forte et une foi robuste. En ce qui concerne la capacité des économies de marché d'accroître le niveau de vie général et en particulier celui des couches les plus pauvres de la population, il ne peut y avoir de discussion sur ce point. Pourtant, il peut y avoir des cas où, même dans une société qui possède les institutions appropriées et dont l'économie est en croissance, certains sont laissés de côté. Il y a de nombreuses raisons à cela parmi lesquelles, pour un certain nombre, les hasards personnels de l'existence ou le manque de courage et d'initiative. La solution n'est pas alors d'entraver ou de détruire les institutions qui sont à la source du développement économique, mais plutôt de favoriser une éthique où ceux qui possèdent devront se pencher sur le sort de ceux qui n'ont pu bénéficier de ce développement et les aider.

DEUXIEME PROPOSITION

L'État interventionniste est loin d'avoir répondu aux attentes que l'on mettait en lui.

Lorsqu'on réfléchit à la bonne façon d'aider les pauvres, on doit comparer les avantages et inconvénients des différentes solutions envisagées. Si la première solution proposée est de recourir au gouvernement, des dangers spécifiques se présentent. L'action gouvernementale peut entraîner en effet la création d'une bureaucratie impersonnelle dont les pauvres seront dépendants et qui finalement sera pour eux une source d'humiliation. Dans les pays en développement, ce ne sont pas en réalité les relations commerciales avec l'étranger qui sont la principale source d'oppression, mais le pouvoir politique. Dans ces systèmes, alors que ne sont pas reconnus les droits de propriété, que le commerce est entravé, que la liberté d'entreprendre n'existe pas, que l'inflation ruine la monnaie, qu'une réglementation excessive oppresse la population et que

l'impôt la maintient dans un état de dépendance, tout le pouvoir économique est détenu par ceux qui sont proches du pouvoir politique. Quand de telles structures disparaissent, l'investissement productif peut alors démarrer et entraîner la croissance économique, permettant ainsi l'amélioration du niveau de vie de tout le monde, y compris des plus pauvres. Cette approche est beaucoup plus efficace que certaines mesures chimériques favorisées par certaines organisations de développement internationales, comme par exemple, pour les pays en développement, les mesures coercitives de contrôle des naissances.

Mais le problème de la bureaucratie étatique ne se limite pas aux pays en développement. Dans les pays développés, les bureaucrates peuvent avoir tendance à améliorer leur situation personnelle plutôt que de s'attacher d'abord à améliorer le sort des plus pauvres. Les prélèvements fiscaux n'ayant pas de limites, ils prélèvent ainsi une part de plus en plus grande de la richesse produite par le secteur privé. Par ailleurs, certains avantages accordés à un groupe social particulier peuvent entraîner des coûts indirects à long terme sur l'ensemble de la population plus importants que les avantages particuliers dont bénéficie ce groupe social. Enfin, le risque se présente que cette bureaucratie se substitue aux efforts légitimes de la charité privée, et plus spécifiquement dans des domaines où l'assistance étatique ne devrait plus jouer, ainsi par exemple lorsque l'assistance fournie va au-delà des biens de première nécessité.

Quel que soit le pays, une redistribution étatique trop étendue et non maîtrisée peut même devenir une occasion de péché comme l'a fait remarquer le professeur Jennifer Roback. Ainsi, ceux qui devraient avoir une obligation morale d'aider les autres peuvent penser qu'ils sont dispensés de cette obligation puisque l'État s'en charge à leur place. Aussi, ceux qui dépendent de l'État-providence peuvent être conduits à choisir la voie de la facilité et s'en remettre pour leur subsistance à la puissance publique plutôt que de se prendre en charge personnellement. Cette incapacité à vraiment appréhender le problème de la pauvreté est le propre des bureaucraties étatiques ; elles sont en effet rarement capables de déterminer avec suffisamment de précision les besoins réels qui doivent être couverts.

Les organismes d'État ne peuvent pas faire la distinction nécessaire entre les besoins légitimes et les demandes abusives. De plus, ils ont tendance à imposer de lourds fardeaux aux générations suivantes, fardeaux qu'il vaudrait mieux leur éviter.

Jean-Paul II explique ainsi :

En intervenant directement et en privant la société de ses responsabilités, l'État de l'assistance provoque la déperdition des forces humaines, l'hypertrophie des appareils publics, animés par une logique bureaucratique plus que par la préoccupation d'être au service des usagers, avec une croissance énorme des dépenses. En effet, il semble que les besoins soient mieux connus par ceux qui en sont plus proches ou qui savent s'en rapprocher, et que ceux-ci soient plus à même d'y répondre. On ajoutera que souvent certains types de besoins appellent une réponse qui ne soit pas seulement d'ordre matériel mais qui sache percevoir la requête humaine plus profonde. Que l'on pense aussi aux conditions que connaissent les réfugiés, les immigrés, les personnes âgées ou malades, et aux diverses conditions qui requièrent une assistance, comme dans le cas des toxicomanes, toutes personnes qui ne peuvent être efficacement aidées que par ceux qui leur apportent non seulement les soins nécessaires, mais aussi un soutien sincèrement fraternel. (Centesimus annus, n. 48.)

Le Pape s'intéresse aussi à ceux qui travaillent dans les organisations bureaucratiques :

Cette conscience se trouve étouffée en [eux] dans un système de centralisation bureaucratique excessive où le travailleur se perçoit davantage comme l'engrenage d'un grand mécanisme de production que comme un

véritable sujet du travail, doué d'initiative propre. L'enseignement de l'Église a toujours exprimé la conviction ferme et profonde que le travail humain ne concerne pas seulement l'économie, mais implique aussi et avant tout des valeurs personnelles. (Centesimus annus, n. 71.)

Les dysfonctionnements et les défauts de l'État-Providence proviennent d'une conception inappropriée des devoirs spécifiques de l'État. Si les aides étatiques en faveur des pauvres s'étendent exagérément, ceci peut contrevenir au principe de subsidiarité. En effet, selon ce principe, " une communauté d'ordre supérieur ne doit pas intervenir dans la vie interne d'une communauté d'un ordre inférieur, en lui enlevant ses compétences, mais elle doit plutôt la soutenir en cas de nécessité et l'aider à coordonner son action avec celle des autres éléments qui composent la société, en vue du bien commun " (Centesimus annus, n. 48). De même, le principe de solidarité devrait être respecté et mis en œuvre par des organisations civiques, ecclésiales et toutes celles qui s'impliquent dans l'économie, de telle sorte que soit encouragée une coopération vraiment humaine, une coopération qui reflète l'unité ontologique du genre humain . Les dysfonctionnements et le matérialisme impersonnel de l'État-Providence créent un problème par rapport à ces deux principes.

L'idée d'État-Providence était riche de promesses. Elle a même été en partie inspirée par le principe chrétien que les pauvres ont droit à une considération spécifique. Ce principe, fondamental effectivement, ne doit pas être occulté. La question demeure la suivante : quel est le meilleur moyen de le mettre pratique ? Sur ce point, l'État-Providence est resté bien en deçà de ses objectifs : il n'est pas un moyen suffisamment efficace pour élever le niveau de vie des pauvres ; il ne permet pas de leur accorder cette attention particulière à laquelle l'option préférentielle pour les pauvres leur donne droit.

TROISIEME PROPOSITION

L'économie de marché est un système souple et ouvert,

qui permet de ce fait à la philanthropie de s'exercer mieux que dans tout autre système.

Historiquement, les sociétés qui se sont montrées les plus charitables ont été celles qui ont été les plus riches, et les sociétés les plus riches ont été celles qui ont été les plus libres. Quand les gens ont plus d'argent disponible, ils peuvent consacrer plus de leurs biens à des causes charitables. De plus, la prospérité permet aux gens d'avoir plus de temps de loisir que de temps de travail et ceci leur permet de consacrer plus de temps à des activités de service, et notamment au service des plus pauvres. Seule une économie de liberté permet de libérer du temps pour cela. C'est la raison pour laquelle les sociétés libres sont plus attentives aux besoins des plus vulnérables. Seule une économie de liberté peut produire ce genre de richesses, et ce n'est pas de l'égoïsme mais de la vertu, quels que soient les conditions économiques, que d'aider son prochain.

Permettez-moi de faire ici une distinction cruciale : il n'y a rien dans les mécanismes de l'économie libre qui, d'une manière ou d'une autre, incite les gens à tendre une main charitable aux moins fortunés. L'appel à aider les autres vient de raisons religieuses et culturelles qui peuvent exister, ou non, quel que soit le système économique. L'avantage de l'économie de marché tient précisément à sa capacité de créer des biens abondants qui donneront des moyens d'action à ceux qui le désirent ; mais la logique du marché n'est pas la même que celle qui appelle à la charité. Cet appel ne provient que d'une formation morale et culturelle. Par conséquent, la mise en œuvre pratique de la charité ne peut que varier d'un pays à un autre. Mais une fois que la force de l'appel à la charité est entendue, c'est justement l'économie de marché qui donne les moyens de sa réalisation complète. Je dis donc que, si l'économie de marché est nécessaire, elle est loin de suffire par elle-même à la mise en œuvre du principe de l'option préférentielle pour les pauvres.

Pour illustrer ce point, voyons le cas des États-Unis. Les États-Unis sont souvent considérés comme une société purement vouée au commerce et fondamentalement individualiste (quoique ce cliché ait été dépassé il y a un siècle et demi par Alexis de Tocqueville !). En réalité, il y a plus d'un million et demi d'organisations non commerciales aux États-Unis – dont un pourcentage extrêmement important s'occupe des pauvres et de ceux qui sont dans le besoin – et ces organisations ont pour seule source de financement des contributions volontaires. Avec le développement économique important du dernier quart de siècle, leur nombre a doublé. Ces organisations rémunèrent quelque 7 millions de salariés et bénéficient en plus du travail de 6 millions de bénévoles. Ceci représente environ 11 % du total des emplois des États-Unis. Ce secteur représente un chiffre d'affaires de mille milliards de dollars par an, soit à peu près 10 % du Produit national brut du pays. Non seulement les personnes individuelles mais encore les entreprises financent cet énorme secteur. En terme de nombre de personnes impliquées, il est décompté que 45 % des adultes de plus de 21 ans donnent volontairement du temps dans le cadre de ces organisations. Et sur le plan financier, 89 % des foyers contribuent à leur financement, et un foyer moyen donne 3,1 % des revenus familiaux, soit 1 620 dollars US par an.

Ces chiffres sont étonnants. Je peux témoigner par mon expérience personnelle que le secteur privé est profondément impliqué dans l'aide aux pauvres tant aux États-Unis que dans le monde entier, et qu'il le fait de manière bien plus efficace que les organismes publics. Je ne dis pas pour autant que, dès la mise en place d'une économie libre de marché, se créerait magiquement un énorme secteur charitable. Je dis seulement qu'une économie d'initiative offre des occasions plus nombreuses, tant en termes de temps que d'argent, à ceux qui désirent donner de leur temps ou de leurs biens aux autres. L'économie de marché crée une situation qui, si les conditions culturelles et religieuses préalables sont réunies, favorise la générosité et la mise en application du principe de l'option préférentielle pour les pauvres.

QUATRIEME PROPOSITION

L'option préférentielle pour les pauvres ne doit pas pour autant conduire

à ce que les riches soient ignorés dans la pastorale de l'Église.

Lors de sa visite historique au Mexique, le pape Jean-Paul II a demandé que ce secteur particulier de la société que représentent ceux qui ont réussi dans le domaine économique fasse l'objet d'une démarche d'évangélisation spécifique. " L'amour des pauvres est un amour de préférence ; mais il n'est pas exclusif " a-t-il dit. Faisant allusion à la théologie de la libération, il a fait le reproche que " les classes dirigeantes avaient été négligées dans l'action pastorale et que, de ce fait, beaucoup de personnes s'étaient éloignées de l'Église ". Cette déclaration a tellement étonné les participants et les journalistes présents que ce message a figuré à la une des journaux les plus importants des deux hémisphères. Pourquoi donc devrait-on s'intéresser aux riches ?

La raison en est évidente : l'Église ne peut se désintéresser du secteur de la société qui fournit la grande majorité des responsables de la vie économique et civique. Si, pour des raisons idéologiques, ceux-ci sont considérés comme des étrangers à l'Église, ils ne pourront alors se tourner vers d'autres valeurs que les valeurs purement temporelles. L'attention aux pauvres est importante, et est même une obligation prioritaire,

mais l'Évangile ne s'adresse pas à un seul groupe social qu'elle privilégierait, et qui plus est, un groupe défini selon des critères de niveau de vie. L'Évangile est pour tous, riches et pauvres, et aucun groupe social ne doit être ni diabolisé ni canonisé.

Une foi qui néglige ou exalte un seul groupe social sur la seule base de sa richesse matérielle n'est pas fidèle à sa mission : en définitive, la racine du bien et mal réside dans le cœur de l'homme et non dans son compte bancaire. De plus, si l'Église ne s'intéresse pas aux classes dirigeantes, tous les efforts qu'elle pourra faire pour promouvoir l'inhérente dignité de la personne humaine dans les cultures particulières et dans la société en générale ne pourront jamais aboutir.

Ceux qui ont réussi dans les affaires ne doivent pas faire l'objet d'une condamnation sans appel ; il faut plutôt leur rappeler leurs obligations sociales. Nous retrouvons ainsi une spiritualité, dont les racines remontent à une époque où l'envie n'avait pas encore été élevée, au nom de la lutte des classes, à la dignité de vertu. Saint François de Sales (1577-1622) s'est fait l'écho de traditions similaires dans l'Introduction à la vie dévote, un des livres de piété les plus populaires depuis trois siècles. Au lieu de condamner la richesse, saint François de Sales conseille de l'investir sagement et de l'utiliser au service des autres. Vivre une vie spirituelle épanouie demande qu'on prenne grand soin (plus même que les " mondains " ne le font) " de faire fructifier [ses] biens ". Dieu nous a confié des biens " pour les faire fructifier et, ce faisant [...] lui [être] agréables d'en prendre soin ". Mais la richesse ne corrompt-elle pas ? " Il est une grande différence entre avoir du poison et être empoisonné ", fait remarquer avec raison saint François. " Vous pouvez disposer de richesses sans être empoisonnée si vous les avez dans votre bourse et non dans votre cœur. Être riche effectivement et pauvre de cœur, c'est le grand bonheur du chrétien. " Et le grand saint de conclure : " Soyons donc diligents pour conserver nos biens, et même pour les faire fructifier si quelque juste occasion s'en présente . "

CINQUIEME PROPOSITION

La pauvreté peut prendre de nombreuses formes,

c'est une erreur de ne s'intéresser qu'à la pauvreté matérielle relative aux dépens de la pauvreté spirituelle.

Sur le long terme, la pauvreté est plus que l'état de manquer de biens matériels ; c'est un état qui vient de problèmes profonds et structurels, problèmes qui touchent des zones où la foi et les valeurs se rencontrent, et qui touche au plus profond des personnes. Vraiment, la persistance de la pauvreté au sein d'un même groupe social représente pour les personnes concernées un échec : échec quant aux valeurs morales, quant au développement culturel et quant à la charité chrétienne. Ces problèmes complexes et aux racines profondes sont, dans une économie libre et en expansion, mieux traités par les personnes individuelles, les familles, et les Églises qu'elles ne le sont par des organisations étatiques dont le principe méthodologique est la contrainte et non la charité. L'idée que tout être humain a un droit absolu à un certain niveau de biens matériels et que l'État peut garantir ce droit vis-à-vis des autres membres de la société par la contrainte ou sa menace, pose une problématique morale complexe quant à la sécurité des biens possédés et la liberté de la personne humaine.

On dit parfois que l'économie de marché est un système matérialiste. Une meilleure approche est de voir ce système dans une perspective personnaliste ; on peut alors dire que c'est un système de liberté qui facilite la pratique de valeurs partagées au sein d'une société donnée. Le système de l'économie de marché ne doit pas

être considéré comme la traduction économique d'une doctrine morale, quoiqu'il se fonde très certainement sur des principes qui méritent d'être défendus sur le plan moral ; mais il doit être vu plus précisément comme un système qui a une potentialité morale, au sens où il ne peut que refléter la culture sous-jacente à un certain ordre social. Aucune société ne peut survivre si elle néglige l'option préférentielle pour les pauvres ; mais une société où se déploie un système économique de liberté permet à la société non seulement de devenir prospère mais encore de mettre en œuvre l'option préférentielle pour les pauvres.

Je conclurai en insistant à nouveau sur le fait qu'un catholique qui veut vivre l'option préférentielle pour les pauvres doit d'abord s'assurer que le système économique se fonde non sur n'importe quelle culture morale, mais sur une culture morale qui est en accord avec la loi naturelle et qui cherche la vérité. L'économie d'entreprise, et les entreprises elles-mêmes, ne s'opposent pas à un tel idéal, mais offrent au contraire la possibilité de vivre en accord avec notre vocation de manière efficace et productive. Même dans un monde où priment l'esprit de consommation et le matérialisme, où la culture est profondément imprégnée d'athéisme pratique, il est encore possible de vivre une vie de vertu et conforme à notre vocation. Finalement, la source de l'éthique économique ne se trouve pas dans le seul marché. Ce n'est qu'à partir d'une rencontre personnelle avec notre Créateur que nous pourrions développer les vertus qui permettront à une économie productive de prospérer et de porter secours à tous les membres de la société, et en particulier aux plus vulnérables.

R. S.

Acton Institute for the Study of Religion and Liberty, 161 Ottawa Ave., NW, Grand Rapids, Michigan 49503, USA. Site : www.acton.org. Tél. : (616) 454-3080, rsirico@acton.org.